



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2599>

# Denis Thomas : services publics et fonction publique

- FSU - CDFN Mai 2018 -



---

L'École Émancipée

---

On a souvent titré dans nos presses militantes sur « les mauvais coups de l'été » et je pense que l'on va pouvoir réutiliser ce titre. Paradoxalement, c'est à la fois une mauvaise nouvelle mais pas si nouvelle et peut être pas si mauvaise que cela. Cet été, le gouvernement va rendre des arbitrages sur les projets concernant notamment la FP et les SP avec pour objectif d'accompagner le détricotage des politiques publiques. Mais cela ne va pas être le premier été pourri auquel nous allons être confronté et par le passé, les organisations syndicales ont pu montrer leur capacité collective de résistance et de riposte.

Pour les missions de SP, avec AP22 /CAP 22, c'est le devenir des SP et qui est en jeu avec les projets d'externalisation, de privatisation voire d'abandon des missions et l'un des objectifs du gouvernement est d'accompagner « rapidement la baisse des dépenses publiques » à hauteur de 4 points de PIB sur le quinquennat.

Pour les personnels et les fonctionnaires, les 2 premiers chantiers de la refondation du contrat social dans la FP portent sur le paritarisme (arbitrages prévus fin juin) et sur la contractualisation (arbitrages prévus début juillet).

Quant aux usager-ères / citoyen-nes, ils sont les premiers concernés par la mise à mal des SP et le recul des solidarités et font les frais des réformes régressives en cours (SNCF, Poste, Education) ou en prévision (retraites).

Mis bout à bout, des éléments aussi disparates que le fiasco de parcourSup, le fiasco de l'ANTS et de ses capacités à traiter en ligne les cartes grises, la baisse des APL, les pistes de la direction du budget sur des coupes dans les prestations sociales... tous ces éléments mènent à la conclusion que l'objectif de l'Etat, ce n'est plus de répondre aux besoins quotidiens des citoyen-nes, d'accompagner les plus démunis, etc... ce n'est plus d'être cet Etat social qualifié par le pouvoir actuel de « vieux monde ».

La disparition progressive de cette boussole « sociale » par les gouvernements successifs est aujourd'hui pleinement assumée par des ministres avec l'exemple de Bruno Le Maire qui considère que quand le chômage diminue (!), rien ne justifie le maintien des aides afférentes en l'état.

Il y a une volonté politique de l'Etat de reprendre la main sur l'organisation sociale existante avec une méthode qui est celle de plus recentraliser pour mieux détricoter ensuite. C'est le cas notamment pour les collectivités territoriales dont les ressources sont mises en coupe réglée avec la suppression de ressources propres comme la taxe d'habitation (on parle de 20 Milliards d'euros) et la mise sous le contrôle du gouvernement du versement des dotations de fonctionnement aux collectivités.

Ce qui se joue sur le paritarisme, dans le privé et dans le public, est révélateur : les attaques directes contre ce principe qui fonde les relations sociales en France entre salarié-es et employeurs, ces attaques font système : il s'agit bien d'une volonté politique de mettre à mal les organisations syndicales et leur devenir.

On ne peut en rester au constat. Il nous faut, en prenant en compte les difficultés de la période à mobiliser, poursuivre le travail de conviction afin de contribuer à créer le rapport de force indispensable.

Des rendez vous existent durant l'été :

- dans le cadre de la Convergence nationale des SP, où les organisations partenaires entendent poursuivre la campagne d'opinion et travaillent à une initiative le 23 juin sous formes de débats, d'une conférence de presse et d'un rassemblement festif et militant place de la République,
- dans le cadre des U été des mouvements sociaux à GRENOBLE du 22 au 26 août 18 où la FSU porte des propositions d'ateliers et de séminaires dont un sur les services publics

Il ya aussi nécessité de se donner des perspectives en favorisant le rassemblement des citoyennes et citoyens, des usager-ères, des personnels, des salarié-es, des chômeuses et chômeurs, des jeunes, des retraité-es autour d'une grande initiative à la rentrée pour la défense du service public, pour réenclencher le débat sur les SP et les mobilisations pour la rentrée.